



L'évolution du Québec depuis 25 ans

selon les travaux de l'Institut
de la statistique du Québec

Les habitudes de consommation
des ménages



Les habitudes de consommation des ménages

L'analyse du budget des ménages permet de mieux comprendre comment les ménages doivent ajuster leur consommation pour parvenir à concilier leurs ressources, les nécessités de la vie, leurs besoins et leurs envies.

Au Québec, dans les 25 dernières années, les dépenses de consommation des ménages ont fortement augmenté, tout comme leurs revenus.

De nouvelles technologies sont apparues et ont amené la création de nouveaux postes de dépenses pour la population. Les VUS ont gagné en popularité, et des véhicules électriques sont devenus disponibles sur le marché.

Les dépenses en santé des ménages québécois ont augmenté plus rapidement que le total des dépenses de consommation, et au cours des dernières années, les prix de l'énergie, des aliments et du logement ont connu une forte hausse en raison de l'inflation. Le nombre de ménages québécois vivant dans un logement abordable a connu une hausse entre 2001 et 2021.

« Les plus belles choses ne coûtent rien. »

Auteur inconnu

À partir de l'enquête de Statistique Canada sur les dépenses des ménages, il est possible de suivre l'évolution globale du panier de consommation des ménages québécois et de faire ressortir quelques grands constats sur l'évolution de leurs habitudes, notamment sur la part des principales catégories de la consommation courante des ménages entre 2010 et 2019.

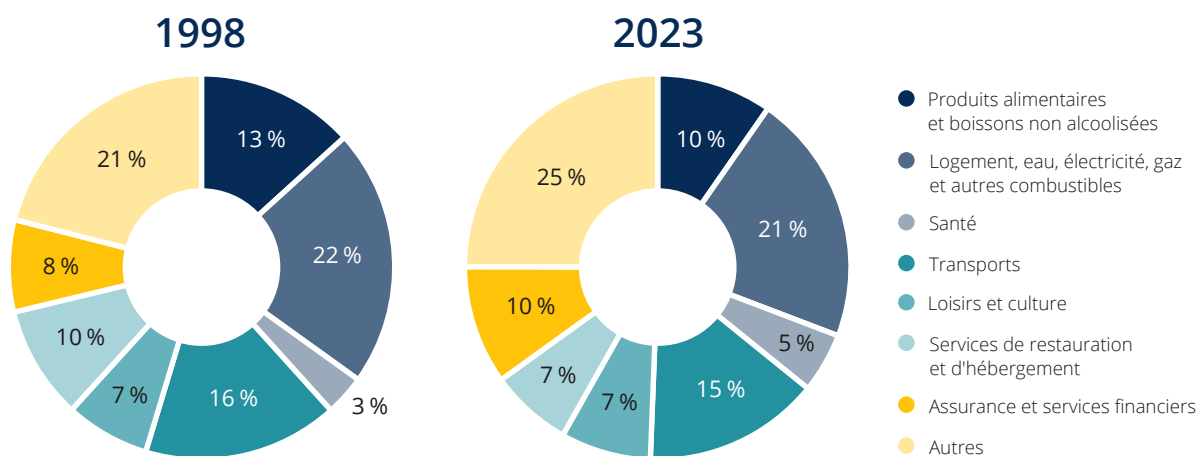
Il existe aussi d'autres données qui permettent d'en savoir plus sur les dépenses engagées par les ménages pour des actifs importants, par exemple une habitation ou un véhicule de transport. Toutes ces données sont utilisées de différentes façons dans les publications de l'ISQ.

Des dépenses de consommation qui ont fortement augmenté

Les dépenses de consommation des ménages représentent l'ensemble des dépenses effectuées par les ménages pour l'achat de biens et de services. En dollars constants de 2017, ces dépenses ont **augmenté** de **87,4 %** entre 1998 et 2023 ; elles sont passées de **146,7** milliards de dollars à **274,9** milliards de dollars.

À première vue, la composition des grands postes de dépenses des ménages a peu changé durant les 25 dernières années. Néanmoins, la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentation et aux services de restauration et d'hébergement a diminué de 6 points de pourcentage entre 1998 et 2023. En revanche, les dépenses en assurance et en services financiers ont pris une place plus importante.

Répartition des dépenses de consommation des ménages, Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Pour certains produits, les variations ont été plus marquées. C'est le cas notamment du tabac, des services de télécommunication et du matériel de traitement de l'information, qui comprend les ordinateurs et les consoles de jeu.

Entre 1998 et 2023, les dépenses des ménages québécois en produits du tabac ont connu une forte baisse, soit de 3,9 % en moyenne chaque année, la baisse ayant été plus importante dans la première moitié de la période.

Produits avec une variation particulièrement élevée de dépenses de consommation, Québec, 1998 et 2023

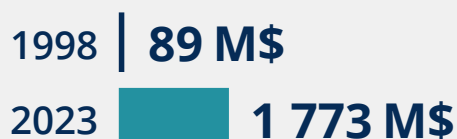
Tabac



Services de télécommunication



Matériel de traitement de l'information



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

L'apparition de nouvelles technologies

Au cours des 25 dernières années, les ménages québécois ont vu de nouvelles technologies se démocratiser. Leurs dépenses en services de télécommunications ont plus que doublé entre 1998 et 2023, et ont connu une croissance annuelle moyenne de **5,9 %**. Elles représentaient 3,5 % des dépenses de consommation en 2023, alors qu'elles n'en représentaient que 1,6 % en 1998.

Les dépenses en matériel de traitement de l'information ont crû de manière exponentielle (**+ 1 891,8 %**) entre 1998 et 2023, et leur part dans les dépenses de consommation des ménages a fortement augmenté. Elles représentaient 0,1 % des dépenses de consommation en 1998, contre 0,6 % en 2023.

Bien évidemment, durant les 25 dernières années, le développement d'Internet a été tel que des comparaisons dans le temps auraient peu d'intérêt, d'autant plus que les anciennes données et les données récentes ne portent pas sur les mêmes objets.

Néanmoins, mentionnons qu'en 1999, au Québec, **21,2 %** des ménages avaient une connexion Internet, et que la proportion de ménages dont au moins un membre avait passé une commande en ligne était de **3,6 %**.

Aujourd'hui, la réalité est toute autre.



Dépenses en services de télécommunications

1,6 %	3,5 %
1998	2023



Dépenses en matériel de traitement de l'information

0,1 %	0,6 %
1998	2023

En 2020, au Québec :

91,8 % des personnes de 15 ans et plus avaient accès à Internet à domicile ;

82,1 % des personnes de 15 ans et plus avaient accès à Internet à des fins personnelles à partir d'un forfait de données mobiles ;

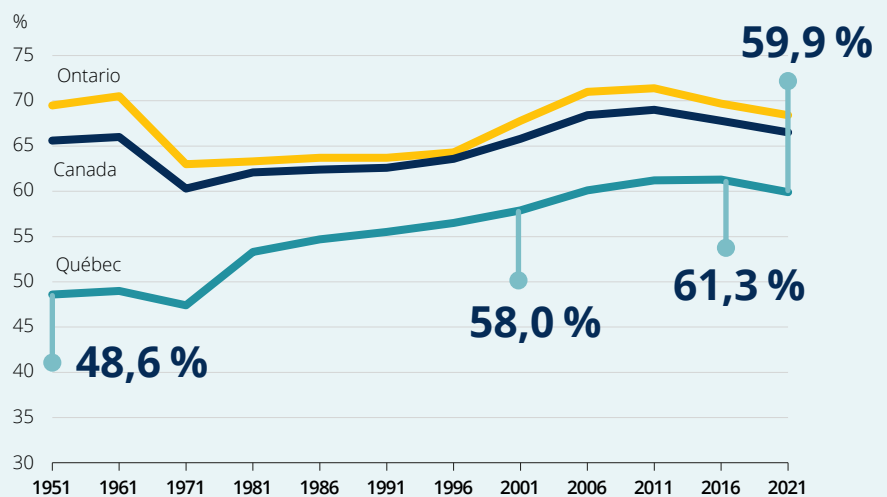
74,5 % des personnes de 15 ans et plus avaient acheté des biens ou des services sur Internet.

Une plus grande part des ménages québécois sont propriétaires de leur logement

En 2021, environ 2 223 965 ménages privés québécois étaient propriétaires de leur logement, ce qui correspondait à près de six ménages sur dix (59,9 %). Après avoir augmenté progressivement pendant 50 ans, le taux de propriété a baissé pour la première fois en 2021. De 58,0 % en 2001, il est passé à 61,2 % en 2011, à 61,3 % en 2016 et, enfin, à 59,9 % en 2021.

Cette tendance à la baisse a été observée ailleurs au Canada entre 2011 et 2021. En Ontario, par exemple, le taux de propriété en 2021 était de 68,4 %, une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2011 (71,4 %).

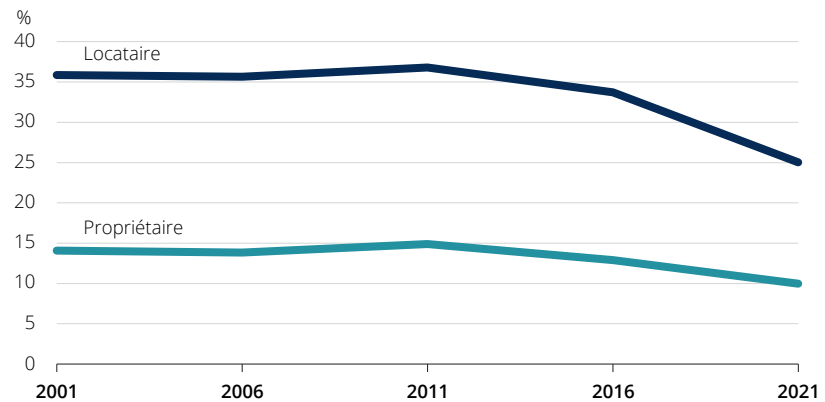
Taux de propriété, ensemble des ménages privés, Québec, Ontario et Canada, 1951 à 2021



Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 1951 à 2021. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

La part de ménages vivant dans un logement non abordable, c'est-à-dire un logement pour lequel un ménage consacre 30 % ou plus de son revenu total moyen avant impôt, a baissé entre 2001 et 2021. La proportion de ménages locataires vivant dans un logement non abordable est en effet passée de **36 %** en 2001 à **25 %** en 2021. Par ailleurs, celle des ménages propriétaires vivant dans un logement considéré comme non abordable est passée de **14 %** à **10 %**.

Proportion de ménages vivant dans un logement non abordable selon le mode d'occupation, ensemble des ménages privés¹, Québec, 2001 à 2021



1. Ménages privés, sauf les ménages agricoles, en réserve et dont le revenu total est inférieur à zéro.

Sources : Statistique Canada, Recensements de la population 2001 à 2021. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Part des ménages vivant dans un logement non abordable

Propriétaire

14 % 2001 **10 %** 2021



Locataire

36 % 2001 **25 %** 2021



L'amélioration de l'abordabilité des logements en 2021 pourrait être en partie attribuable aux prestations de soutien du revenu mises en place lors de la pandémie de COVID-19, qui ont permis d'améliorer temporairement la situation financière de nombreux ménages, mais aussi aux baisses des taux d'intérêt, qui ont atteint des taux historiquement bas durant la pandémie.

Il faut aussi souligner que dans l'ensemble du Québec, la valeur foncière moyenne uniformisée des résidences unifamiliales, en dollars courants, est cinq fois plus élevée en 2024 (464 561 dollars) qu'elle ne l'était en 1999 (92 608 dollars).

Notons également que dans l'ensemble des dépenses de consommation des ménages, la part des dépenses relatives au logement, ce qui comprend l'eau, l'électricité et les autres combustibles, est restée stable dans les dernières années.

Par ailleurs, les données du *Rapport sur le marché locatif* publiées en janvier 2024 par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) indiquent que le taux d'inoccupation – soit le pourcentage de logements locatifs vacants dans un lieu donné – a atteint des creux historiques dans l'ensemble des régions du Québec. Cela est susceptible d'entraîner une pression à la hausse sur le prix des loyers, et donc une hausse de la proportion de ménages locataires vivant dans un logement non abordable.

De plus en plus de VUS

La Société d'assurance automobile du Québec rend disponible le nombre total de voitures et de camions légers de promenade en circulation chaque année depuis l'an 2000. Ces chiffres indiquent que si le nombre de voitures en circulation a augmenté de 2000 à 2010 pour atteindre plus de 3 000 000, il est redescendu en 2022 à près de 2 600 000, soit près de ce qui était observé en l'an 2000. En revanche, le nombre de camions légers, lui, n'a cessé d'augmenter ; il est passé d'environ 817 000 en 2000 à près de 2 384 000 en 2022.



Nombre de camions légers

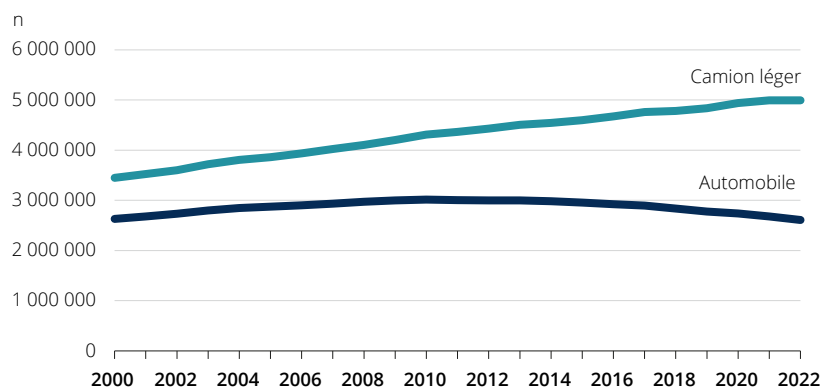
2000

817 000

2022

2 384 000

Nombre d'automobiles et de camions légers en circulation, Québec, 2000-2022



Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Selon Statistique Canada, les dépenses des ménages québécois en camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs ont **augmenté** de **190 %** depuis 1998. La période de plus forte croissance a commencé en 2007.

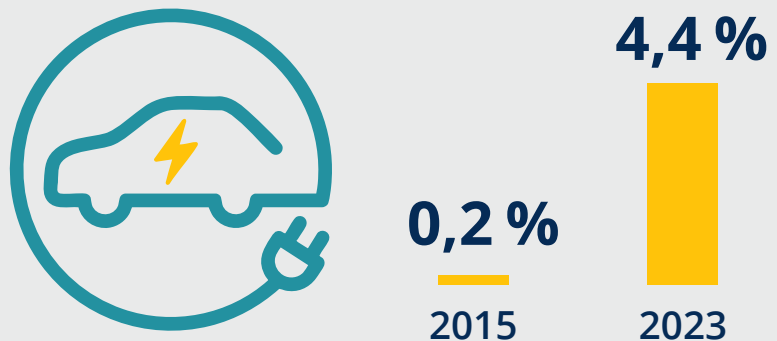
La croissance du nombre de véhicules électriques immatriculés

En mars 2024, le Québec comptait près de **270 000** véhicules légers entièrement électriques ou hybrides branchables.

Au premier trimestre de 2024, selon Statistique Canada, les véhicules électriques représentaient **23 %** des véhicules automobiles neufs immatriculés au Québec, comparativement à 14,8 % à la même période l'année précédente.

Malgré la forte croissance du nombre de véhicules électriques légers dans toutes les régions du Québec depuis les années 2010, la part de ces véhicules sur l'ensemble du parc automobile demeure restreinte au Québec. En effet, au 31 décembre 2015, ces véhicules ne constituaient que 0,2 % du total des véhicules légers. Cette part a augmenté chaque année, jusqu'à atteindre 4,4 % du total de véhicules légers du Québec au 31 décembre 2023.

Part des véhicules électriques légers au Québec



Des dépenses en santé qui ont augmenté plus rapidement que le total des dépenses de consommation



Part des dépenses en santé des ménages



Le régime d'assurance maladie et le régime public d'assurance médicaments ne couvrent pas l'ensemble des dépenses liées aux soins de santé. Pratiquement tous les ménages québécois assument des frais de santé comme des primes d'assurance maladie, des soins ophtalmologiques ou encore des produits pharmaceutiques fournis sur ordonnance ou en vente libre. Ainsi, les dépenses en santé des ménages ont crû plus rapidement que le total des dépenses de consommation finale des ménages et représentaient en 2023 **5,0 %** de leurs dépenses, comparativement à **3,4 %** en 1998.

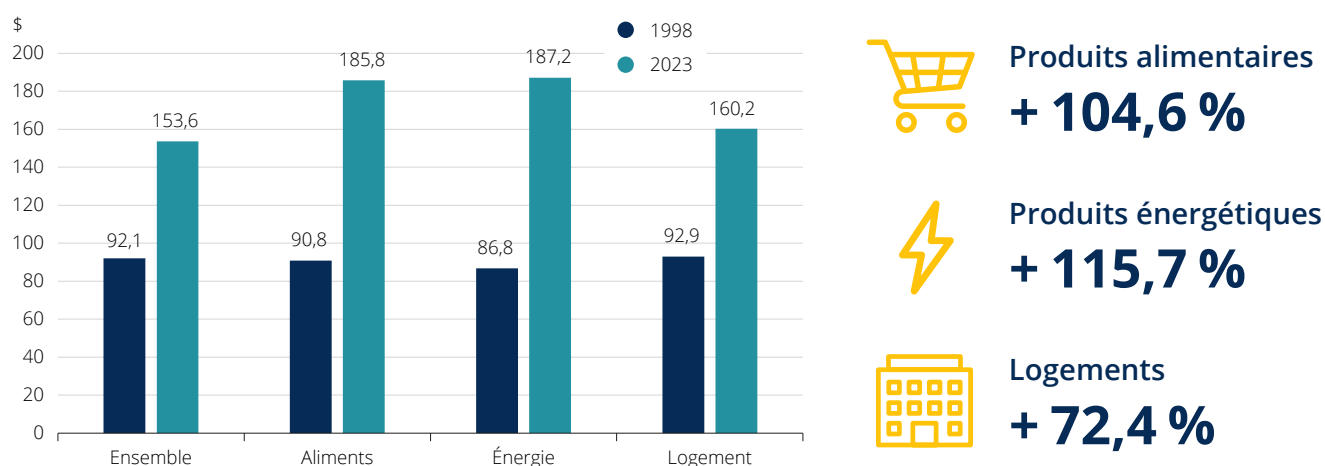
Les prix de l'énergie, des aliments et du logement touchés par l'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur qui mesure la variation du niveau général des prix des biens et services dans une région donnée. Il n'est pas un indice du coût de la vie. L'IPC est fondé sur un panier, révisé chaque année, de biens et de services, qui représente les dépenses habituelles du ménage moyen.

Les mesures de l'IPC présentées ici montrent la variation du niveau général des prix entre 1998 et 2023 au Québec pour l'ensemble des biens et des services de consommation des ménages, les produits alimentaires, les produits énergétiques et le logement. Ces trois groupes de produits représentent environ 50 % du panier constituant l'IPC pour l'ensemble des biens et services au Québec.

Entre 1998 et 2023, l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des biens et des services au Québec a augmenté de 66,8 %. Cette augmentation a été en moyenne de 2,1 % par an. Le prix des produits alimentaires a crû de 104,6 % (+ 2,9 % par an), le prix des produits énergétiques de 115,7 % (+ 3,1 % par an) et le prix des logements, de 72,4 % (+ 2,2 % par an). Cependant, certaines catégories de biens et de services ont vu leur prix augmenter moins rapidement que la moyenne.

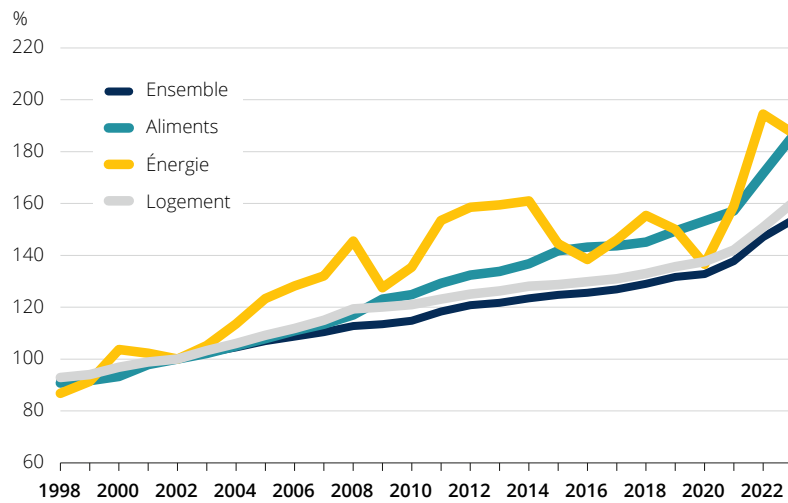
Indice des prix à la consommation (2002 = 100), Québec, 1998 et 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

En outre, les prix de l'ensemble des biens et services, ceux des aliments et ceux du logement ont connu une croissance relativement stable entre 1998 et 2019, alors que le prix des produits énergétiques a été plus volatil durant la même période.

Évolution des indices de prix, (2002 = 100), Québec, 1998 à 2023



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

À l'échelle canadienne, entre 1998 et 2023, la croissance des prix a été plus importante qu'au Québec pour l'ensemble des biens et services (+ 72,1 %), les produits énergétiques (+ 155,3 %) et le logement (+ 89,4 %).

25
ans